

## CH\_VB 83.459 vom 7. Oktober 1983

Bundesverwaltung, 1983-10-07, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_83.459](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_83.459)

FR: CH\_VB 83.459 du 7 octobre 1983

IT: CH\_VB 83.459 del 7 ottobre 1983

### Volltext

7. Oktober 1983 N 1513 Postulat Schärli les tireurs non astreints, mais titulaires de l'arme personnelle, mousqueton, voire fusil d'assaut 1957. Bien que l'actuelle calibre de 7,5mm restera, durant de nombreuses années encore, le fait des tirs hors service et des tirs libres - ce, parallèlement à l'utilisation qui en sera faite à l'armée - le problème de sa liquidation au profit du calibre 5,6mm peut être posé actuellement déjà. Non que le stockage des munitions actuelles soit néfaste à leur qualité intrinsèque: il est de notoriété publique que les cartouches remises aux sociétés de tir, élaborées depuis dix à douze ans au moins, sont de qualité. En accélérant le rythme de la liquidation des réserves existantes, on éviterait certains frais de manipulation, de contrôle et de manutention qui renchérissent incontestablement le prix de la munition d'ordonnance et, partant, celui que doivent acquitter les sociétés de tir. Une stabilisation des prix de la munition d'ordonnance pour les armes longues, souhaitée par les sociétés de tir, est aussi favorable à la pratique du tir sportif, élément qui est une contribution importante à l'aptitude au tir de tous les citoyens-soldats encore incorporés à l'armée et de tous les tireurs qui, en cas de nécessité, peuvent constituer un élément important, voire essentiel, de la défense du pays. Enfin, la Confédération n'aurait plus à financer les travaux mentionnés par ailleurs, travaux effectués après l'élaboration des munitions, lors du stockage principalement. Cet aspect financier ne peut être négligé qui concourt également à la réduction de dépenses. Mais c'est incontestablement dans le domaine des munitions d'ordonnance calibre 7,5 et 9,0mm pour les pistolets que des mesures urgentes de réduction, puis de stabilisation des prix doivent être prises. Au cours des dix dernières années, en effet, ces prix ont plus que doublé, passant de 19 centimes la cartouche en 1972 à 52 centimes la cartouche en 1982 pour les munitions facturées au tarif par la Confédération et de 15 centimes la cartouche à 42 centimes la cartouche pour les munitions d'exercice. Préoccupante, cette situation l'est pour les sociétés de tir qui, elles aussi, ont la charge d'instruire les titulaires d'armes d'ordonnance de poing, d'organiser les programmes fédéraux et le tir fédéral de sections en campagne à 25/50 mètres, de contribuer enfin au maintien de l'aptitude au tir des officiers, sous-officiers et soldats armés de pistolets d'ordonnance. La cherté des munitions retient éloignés du pas de tir de nombreux tireurs et parmi eux surtout les jeunes qui sont équipés de l'arme d'ordonnance et qui renoncent purement et simplement à pratiquer le tir aux distances courtes, par trop onéreux pour eux. On relèvera, en passant, la lente mais constante régression du tir à l'arme de poing dans les fêtes et concours organisés sur le plan cantonal ou régional, par les sociétés de tir. Afin de pallier quelque peu à cette situation, la Société suisse des carabiniers, conjointement avec la Fédération suisse des tireurs au revolver et au pistolet, a entériné, dans une récente session extraordinaire de son Conseil suisse des tireurs, le remplacement des armes de poing d'ordonnance par le pistolet de sport de petit calibre dans tous les concours libres réservés jusqu'ici aux armes d'ordonnance. Cette mesure n'est certes pas idéale: elle est dictée par le souci de conserver le maximum de tireurs aux courtes

distances et de faciliter aux plus jeunes d'entre eux la pratique de cette discipline. C'est aussi dans le sens d'une légitime économie que certains corps de police cantonale importent, sous le contrôle de l'Administration fédérale, des munitions de calibre 9,0mm pour le pistolet SIG dont sont équipés leurs agents. Ladite munition reviendrait à 18 centimes par cartouche meilleur marché- ICHA inclus! - que la munition d'ordonnance suisse! On ne comprend décidément plus le raisonnement de la Confédération: d'un côté, elle estime ne pas pouvoir élaborer à meilleur compte une munition qui ne représente qu'un faible contingent annuel de quelque 8 millions de cartouches; de l'autre, elle autorise l'importation de cartouches étrangères, d'excellente qualité, à tarif nettement plus compétitif. En cette circonstance, il est permis de poser l'alternative du maintien de l'arme de poing d'ordonnance ou de son abandon au profit du futur fusil d'assaut dans sa version courte. En conclusion, le Conseil fédéral est prié d'informer le conseil national sur sa politique, en matière de prix des munitions d'ordonnance des calibres actuellement utilisés et du calibre 5,6mm pour le futur fusil d'assaut SIG, et de prendre les mesures qui s'imposent. Nous lui demandons expressément de renoncer à la suppression du montant de 1,3 million qui représente la subvention allouée aux tirs hors service et qui touche plus particulièrement les munitions d'armes de poing d'ordonnance. Ce faisant, il tiendra compte de la mission impartie aux sociétés de tir depuis cent ans et qui, par la contribution importante qu'elles apportent au maintien de l'aptitude au tir des citoyens-soldats, fait d'elles le partenaire de la Confédération.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates  
Rapport écrit du Conseil fédéral  
Le Conseil fédéral est disposé à accepter le postulat. Überwiesen - Transmis #ST# 83.459  
Postulat Schärli Militärversicherung. Gesetzesrevision Assurance militaire.  
Révision de la loi Wortlaut des Postulates vom 14. Juni 1983  
Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob das Bundesgesetz über die Militärversicherung nicht in dem Sinn revidiert werden sollte, dass der Versicherungsschutz auch während eines persönlichen Urlaubes gilt, sofern der Versicherte nicht auf eigene oder fremde Rechnung einer Erwerbstätigkeit nachgeht.

Texte du postulat du 14 juin 1983  
Le Conseil fédéral est invité à examiner si la loi fédérale sur l'assurance militaire ne devrait pas être révisée de manière que l'assuré soit couvert par l'assurance militaire durant ses congés personnels, pour autant que celui-ci n'exerce pas une activité rémunérée à son propre compte ou pour le compte d'une tierce personne.

M/funterze/crtner-Cos/gnafà/Ves.'Burer-Walenstadt.Fischer-Sursee, Frei-Romanshorn, Hari, Iten, Jung, Landolt, Meier Kaspar, Müller-Scharnachtal, Neukomm, Nussbaumer, Risi-Schwyz, Röthlin, Scherer, Schnyder-Bern (15)  
Schriftliche Begründung - Développement par écrit  
Bei der Eidgenössischen Militärversicherung sind die Angehörigen der Armee gegen Unfall und Krankheit versichert. Daneben gilt der Versicherungsschutz auch für Zivilisten, die an Übungen der Armee und des Zivilschutzes oder an «Jugend und Sport»-Anlässen teilnehmen. Der Dienstpflichtige kann seine private Kranken- und Unfallversicherung während der Dauer des Militärdienstes (RS, UOS, OS usw.) sistieren, da sich der Versicherungsschutz für die Angehörigen der Armee grundsätzlich auf die ganze Dauer des Dienstes erstreckt. Davon gibt es aber zwei Ausnahmen. So ruht der Versicherungsschutz für die Dauer eines persönlichen Urlaubes oder wenn der Versicherte auf eigene oder fremde Rechnung einer Erwerbstätigkeit nachgeht. Diese Regelung, wonach der Versicherungsschutz während eines persönlichen Urlaubes ruht, auch wenn keiner Erwerbstätigkeit nachgegangen wird, ist unbefriedigend. Zumal der persönliche Urlaub meistens für die Rege-

Postulat Aider 1514 N 7 octobre 1983  
lung familiärer oder persönlicher Angelegenheiten (Beerdi-gung, Hochzeit, Stellensuche usw.) verwendet wird, kann dies zu stossenden

Härtefällen führen. Im weiteren ist zu bedenken, dass an den Wochenenden, also während des allgemeinenurlaubes, der Versicherungsschutz nicht unterbrochen wird. Schriftliche Erklärung des Bundesrates Déclaration écrite du Conseil fédéral Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen. Überwiesen - Transmis #ST# 83.534 Postulat Dirren Militärversicherung. Dezentralisierung Assurance militaire. Décentralisation Wortlaut des Postulates vom 24. Juni 1983 Der Bundesrat wird ersucht, in einer Analyse die Dezentralisierung der Militärversicherung zu prüfen und in einem Bericht entsprechende Möglichkeiten und Massnahmen aufzuzeigen. Texte du postulat du 24 juin 1983 Le Conseil fédéral est prié d'examiner dans une analyse les possibilités de décentraliser l'assurance militaire et d'indiquer dans un rapport quelles sont les mesures à prendre. Mitunterzeichner - Cosignataires: Biderbost, de Chastonay, Couchepin, Darbellay, Dupont, Humbel, Vannay (7) Schriftliche Begründung - Développement par écrit Gegenwärtig werden mögliche geographische, regionale Verlagerungen von gewissen Bundesämtern geprüft. Die Militärversicherung ist nicht Gegenstand dieser Untersuchung. Die Schrift 75 Jahre Militärversicherung und das statistische Zahlenmaterial von 1981 informieren über die Organisation, die Zahl der Behandlungsfälle und die personelle Besetzung der EMV. Seit 1937 bestehen sieben Verwaltungskreise und seit 1949 werden in drei Filialen, heute Abteilungen, und einer Kreisagentur die Geschäfte abgewickelt. Eine Zusammenstellung der Behandlungsfallstatistik und des beschäftigten Personals ergeben folgendes Bild: Abteilung Genf Bern St. Gallen Bellinzona Fälle Durchschnitt 1981 9237 15751 13182 2061 der Jahre 1978-1981 9699 15495 12438 2278 Personalbestand 42 43 39 13 Das Zahlenbild verändert sich bis zurück ins Jahr 1955 wenig, jedoch variiert die Durchschnitts-Schadenfall-Quote pro Region und Dienstperiode. Wenn ich nun die Behandlungsfälle weiter analysiere, stelle ich fest, dass der Kanton Wallis für 1981 2266 Fälle verzeichnet, während der Durchschnitt 1978 bis 1980 2711 beträgt. Wenn wir nun die Anzahl Behandlungsfälle pro Person ausrechnen, stellen wir fest, dass bei einer Dezentralisierung, je nach Abteilung, die herangezogen wird, 8 bis 15 Personen ihre Arbeit im Wallis aufnehmen könnten. Dies würde analog der SUVA-Organisation eine eigene Kreisagentur bedeuten, so wie dies bereits heute für den Kanton Tessin der Fall ist. Eine solche Verlagerung kann organisatorisch ohne grossen Mehrkostenaufwand realisiert werden. Dies würde eine kleine Entschädigung für die vielen zur Verfügung gestellten Truppenübungs- und Militärflugplätze und eine erste kleine Kompensation für die in unserem Randgebiet wegrationalisierten Arbeitsplätze bedeuten. Schriftliche Stellungnahme des Bundes Rapport écrit du Conseil fédéral Der Bundesrat ist bereit, im Rahmen der laufenden Detailstudien über die Dezentralisierung der Bundesverwaltung zusätzliche Verlegungsmöglichkeiten des Bundesamtes für Militärversicherung zu prüfen und die praktischen Auswirkungen zu untersuchen. Schriftliche Erklärung des Bundesrates Déclaration écrite du Conseil fédéral Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen. Überwiesen - Transmis #ST# 83.497 Postulat Aider Wareneinfuhr. Mengenangaben Ordonnance sur les déclarations. Indications de quantité Wortlaut des Postulates vom 22. Juni 1983 Der Bundesrat wird gebeten, eine Änderung der sogenannten Deklarationsverordnung (Verordnung vom 15. Juli 1970 über verbindliche Angaben im Handel und Verkehr mit messbaren Gütern, nebst zwischenzeitlich eingetretenen Änderungen) in dem Sinne zu prüfen, dass die Pflicht, Mengenangaben zu machen, auf die Abgabe von Packungen und Behältnissen mit vorverpackter Ware an Letztverbraucher beschränkt wird. Texte du postulat du 22 juin 1983 Le Conseil fédéral est invité à examiner la possibilité de modifier l'ordonnance sur les déclarations (ordonnance du 15 juillet 1970

concernant les déclarations qui valent engagement dans le commerce des biens en quantités mesurables, avec les modifications qui y ont été apportées depuis son entrée en vigueur) de façon à ce que les indications de quantité ne soient obligatoires que sur les emballages et les récipients de marchandises préemballées vendus aux consommateurs. Mitunterzeichner - Cosignataires: Biel, Kloter, Müller-Aargau, Oester, Weber Monika, Widmer (6) Schriftliche Begründung - Développement par écrit Das Bundesgesetz vom 9. Juni 1977 über das Messwesen schreibt in Artikel 11 Absatz 3 die Mengenangabepflicht für die dem Letztverbraucher offen oder verpackt angebotenen Güter vor. Diese Regelung ist zweckmässig und nicht zu beanstanden. Artikel 10 Absatz 3 der Deklarationsverordnung, die sich auf das Bundesgesetz (in der Fassung von 1978) abstützt, auferlegt demgegenüber die Pflicht zur Mengenangabe jedem, der Packungen und Behältnisse vorverpackter Ware in Verkehr bringt. Dies führt dazu, dass die Mengendeclaration bereits bei der Herstellung von Fertigpackungen in der Schweiz bzw. beim Import vor der Weitergabe durch den Importeur anzubringen ist. Abgesehen davon, dass Gesetz und Verordnung in diesem Punkt nicht übereinstimmen und die Verordnung weitergeht

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Postulat Schärli Militärversicherung. Gesetzesrevision Postulat Schärli Assurance militaire. Révision de la loi In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1983 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 15 Séance Seduta Geschäftsnummer 83.459 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 07.10.1983 - 08:00 Date Data Seite 1513-1514 Page Pagina Ref. No 20 011 849 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.